





**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX
EN PROVENCE N° DL.2023-445**

Séance publique du

13 décembre 2023

**Présidence de Sophie JOISSAINS
Maire**

Accusé de réception en préfecture
Identifiant : 013-211300017-20231213- lmc1250388-DE-1-1
Date de signature : 15/12/2023
Date de réception : vendredi 15 décembre 2023
<div><p>Préfecture des Bouches-du-Rhône</p></div> <div><p>POUR CERTIFICATION DU CARACTÈRE EXÉCUTOIRE:</p><ul style="list-style-type: none">- ACTE SIGNÉ ✓- COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓- ACTE TRANSMIS POUR EXERCICE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ ✓</div> <div><p>Ville d'Aix-en-Provence Service Urbanisme et Climatisme</p></div>

OBJET : PROCÉDURE ET CAHIER DES CHARGES DU FUTUR CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC SOUS FORME DE CONCESSION POUR LE RÉSEAU DE CHAUFFAGE ET RAFRAICHISSEMENT URBAIN DE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE

Le 13 décembre 2023 à 09h00, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans la salle de ses délibérations, au sein de l'Hôtel de Ville d'Aix-en-Provence, sur la convocation qui lui a été adressée par Madame Sophie JOISSAINS, Maire, le 07 décembre 2023, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.).

Etaient Présents :

Monsieur Jonathan AMIACH, Monsieur Ravi ANDRE, Madame Laurence ANGELETTI, Madame Dominique AUGÉY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Moussa BENKACI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Aliénor COUTIAUX-LACLADERE, Madame Agnès DAURES, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Madame Frédérique DUMICHEL, Monsieur Marc FERAUD, Madame Stéphanie FERNANDEZ, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOU, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUIEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Gaëlle LENFANT, Monsieur Stéphane PAOLI, Monsieur Marc PENA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Pierre SPANO, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN.

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:

Madame Joëlle CANUET à Monsieur Jacques BOUDON, Madame Brigitte DEVESA à Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Sylvain DIJON à Monsieur Laurent DILLINGER, Madame Perrine MEGGIATO à Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY à Monsieur Philippe KLEIN, Madame Arlette OLLIVIER à Madame Dominique AUGÉY, Monsieur Alain PARRA à Madame Elisabeth HUARD, Madame Françoise TERME à Madame Fabienne VINCENTI, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL à Monsieur Michael ZAZOUN.

Excusés sans pouvoir :

NEANT

Secrétaire : Madame Kayané BIANCO

Monsieur Stéphane PAOLI donne lecture du rapport ci-joint.



DIRECTION GENERALE DES
SERVICES TECHNIQUES
D.G.S.T. Adjoint Infrastructures et
Déplacements

RAPPORT POUR
LE **CONSEIL MUNICIPAL**
DU 13 DÉCEMBRE 2023

Nomenclature : 8.8
Environnement

RAPPORTEUR : Monsieur Stéphane PAOLI
CO-RAPPORTEUR(S) : Madame AUGÉY Dominique

Politique Publique : 01-GESTION DES RESSOURCES ET MOYENS

OBJET : PROCÉDURE ET CAHIER DES CHARGES DU FUTUR CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC SOUS FORME DE CONCESSION POUR LE RÉSEAU DE CHAUFFAGE ET RAFRAICHISSEMENT URBAIN DE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE- Décision du Conseil

Mes Chers Collègues,

Le Conseil Municipal en séance du 13 décembre 2023 a approuvé le futur mode de gestion du réseau de chaleur urbain de la Ville d'Aix-en-Provence.

Ce futur contrat de Délégation de Service Public sous forme de Concession sera attribué à un futur opérateur de réseau de chaleur à compter du 1^{er} janvier 2025.

La Ville a confié à son Assistant à Maîtrise d'Ouvrage, la société SERMET et PARME Avocats, la rédaction des principales caractéristiques du futur cahier des charges sous le contrôle des services de la Ville, dont l'objectif de couverture globale pour la chaleur par les EnR&R sera de 80% minimum, incluant l'électricité verte et le biométhane ou toute autre énergie verte, afin de garantir la stabilité des prix, réduire la précarité énergétique des foyers les plus modestes et contribuer au respect de l'environnement par l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre du Plan Climat Air Energie Territorial.

Le détail des prestations et l'ensemble des obligations du concessionnaire feront l'objet d'une description plus détaillée lors de l'établissement du Dossier de Consultation des Entreprises.

La Ville d'Aix-en-Provence, en qualité d'autorité concédante, conservera le contrôle du service public et devra obtenir du concessionnaire tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations, et ce, dans tous les domaines : technique, comptable, financier, environnemental, qualité du service rendu à l'utilisateur, etc... Le concessionnaire sera

ainsi soumis à des mesures de contrôle relevant à la fois des obligations contractuelles et des obligations réglementaires et de protection pour l'environnement.

C'est pourquoi, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **VALIDER** le projet du cahier des charges joint en annexe ;
- **AUTORISER** Madame le Maire, ou l'adjoint délégué, à lancer la procédure de consultation des entreprises ;
- **AUTORISER** Madame le Maire, ou l'adjoint délégué, à signer tous les documents y afférents.

DL.2023-445 - PROCÉDURE ET CAHIER DES CHARGES DU FUTUR CONTRAT DE
DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC SOUS FORME DE CONCESSION POUR LE RÉSEAU DE
CHAUFFAGE ET RAFFRAÎCHISSEMENT URBAIN DE LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE-

Présents et représentés	: 55
Présents	: 46
Abstentions	: 15
Non participation	: 0
Suffrages Exprimés	: 40
Pour	: 40
Contre	: 0

Ont voté contre

NEANT

Se sont abstenus

Laurence ANGELETTI, Béatrice BENDELE, Pierre-Paul CALENDINI, Agnès DAURES, Cyril DI
MEO, Elisabeth HUARD, Claudie HUBERT, Philippe KLEIN, Gaëlle LENFANT, Sophie MEYNET
DE CACQUERAY, Alain PARRA, Marc PENA, Anne-Laurence PETEL, Josy PIGNATEL, Pierre
SPANO.

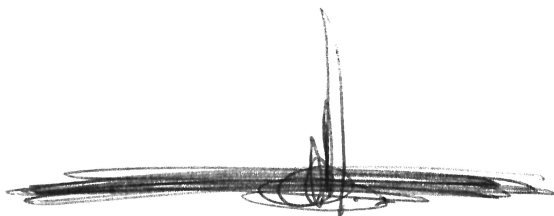
N'ont pas pris part au vote

NEANT

Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité
le rapport qui précède.

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire
Président de séance

L'adjoint ou le conseiller municipal délégué,
Madame Amandine JANER

A black ink signature, appearing to be 'A. Janer', written over a horizontal line.

Le secrétaire de séance,
Madame Kayané BIANCO

A blue ink signature, appearing to be 'K. Bianco', written in a stylized, cursive manner.

(articles L2121-25 et R 2121-11 du C.G.C.T.)¹

1 « Toute décision individuelle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prorogeant le délai de recours contentieux ...»

**Rapport de présentation sur le futur contrat de gestion
du Réseau de Chaleur Urbain de la Ville d'Aix-en-Provence**

Document établi par l'AMO SERMET/ Cabinet PARME Avocats

Le 30/10/2023

I.	CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT	3
A.	Objet.....	3
B.	Durée.....	3
C.	Missions dévolues	3
D.	Périmètre.....	3
E.	Classement du réseau	3
F.	Rémunération du concessionnaire et redevance.....	4
G.	Régime du personnel	4
H.	Régime de propriété des biens	4
I.	Modalités de suivi et de contrôle par la Ville d'Aix-en-Provence	4
1.	Suivi et contrôle de l'exécution du service	4
2.	Création d'une société dédiée	5
3.	Mécanisme de pénalités.....	5
II.	CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PROCEDURE DE CONCESSION	5

I. CARACTERISTIQUES DU FUTUR CONTRAT

A. OBJET

Dans le cadre du contrat envisagé, le futur titulaire aura pour mission d'assurer, à ses frais et risques, l'exploitation du service public du réseau de chaleur urbain de la Ville d'Aix-en-Provence et du futur service public de fraîcheur, et un ensemble de prestations associées vis-à-vis des abonnés, usagers et de la Ville d'Aix-en-Provence.

Le contrat aura également pour objet de confier au concessionnaire, à ses frais et risques, la conception, le financement et la réalisation de travaux :

- Travaux de développement du réseau de chaleur
- Travaux de construction des outils de production complémentaires nécessaires à l'atteinte d'un taux ENR&R de 80% (à partir de 2028)
- Travaux de construction des outils de production de fraîcheur, et des équipements de distribution/livraison associés, le cas échéant dont le taux ENR&R restera à préciser dans le cahier des charges définitif de la future procédure.

B. DUREE

Conformément à l'article R3114-2 du Code de la Commande Publique, la durée des contrats de concession est encadrée.

Le contrat sera conclu pour une durée de **20 ans** à compter du début effectif d'exploitation, soit à partir du 1^{er} janvier 2025.

C. MISSIONS DEVOLUES

Le futur contrat imposera au concessionnaire, entre autres, les obligations et l'exécution des missions suivantes :

- Réalisation de nouvelle(s) production(s) EnR&R,
- Réalisation d'un programme de développement contractuel ;
- Réalisation d'un programme de renouvellement contractuel ;
- Fourniture de chaleur et de fraîcheur aux usagers ;
- Développement et commercialisation du service (signature des polices d'abonnement) ;
- Exploitation, entretien, maintenance et travaux de Gros Entretien et Renouvellement (GER) ;
- Suivi du patrimoine de la DSP ;
- Transparence dans la gestion : devoir d'information ; redevance de contrôle ; gestion de fin de contrat ;
- Respect d'objectifs de qualité et de service et des engagements environnementaux.

L'objectif de couverture global pour la chaleur par les EnR&R est de 80% minimum, incluant l'électricité verte et le biométhane, afin de garantir la stabilité des prix.

Le détail des prestations et l'ensemble des obligations du concessionnaire feront l'objet d'une description lors de l'établissement du Dossier de Consultation des Entreprises.

La Ville d'Aix-en-Provence, en qualité d'autorité concédante, conservera le contrôle du service public et devra obtenir du concessionnaire tous les renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations, et ce, dans tous les domaines : technique, comptable, financier, environnemental, qualité du service rendu à l'utilisateur, etc... Le concessionnaire sera ainsi soumis à des mesures de contrôle relevant à la fois des obligations contractuelles et des obligations réglementaires.

D. PERIMETRE

Le périmètre du contrat est défini comme l'ensemble du territoire de la Commune d'Aix-en-Provence.

E. CLASSEMENT DU RESEAU

Le réseau de la Ville d'Aix-en-Provence est éligible au dispositif de classement des réseaux, permettant d'imposer l'étude de cette solution lors de projets d'aménagement ou de rénovation lourde sur la base de critères définis par la Ville d'Aix-en-Provence. Dans le cadre du renouvellement du contrat, la Ville d'Aix-en-Provence délibérera en faveur du classement de son réseau.

F. REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE ET REDEVANCE

S'agissant de la rémunération, le concessionnaire sera rémunéré par les ressources tirées de l'exploitation du service public rendu aux usagers, dans les conditions à définir dans le contrat de concession.

Le concessionnaire sera amené, selon les choix de la Ville d'Aix-en-Provence, à verser :

- Une redevance pour frais de contrôle, que ce contrôle soit assuré par les services de la Collectivité ou par des prestataires de la Ville d'Aix-en-Provence;
- Une redevance d'occupation du domaine public pour les unités de production situées sur des emprises de la Ville et pour les réseaux situés sous la voirie publique. Son montant n'a pas obligatoirement à être fixé à l'avance par la Ville d'Aix-en-Provence, il peut être laissé à la proposition des candidats (et sera jugé au titre des critères d'attribution de la concession) et peut, au regard de l'économie générale du contrat et donc des avantages de toute nature procurés au délégataire, revêtir un montant symbolique.

G. REGIME DU PERSONNEL

A moins que l'ancien exploitant du réseau de chaleur urbain de la Ville d'Aix-en-Provence décide de conserver son personnel, le Délégataire devra reprendre celui-ci.

Le personnel du concessionnaire est un personnel de droit privé soumis au droit du travail.

H. REGIME DE PROPRIETE DES BIENS

Les biens du service seront comme actuellement décomposés en :

- **Biens de retour** : biens affectés à l'exploitation du service et nécessaires à son fonctionnement, qui reviennent obligatoirement à la Collectivité au terme du contrat.
- **Biens de reprise** : biens utiles au fonctionnement du service qui ne reviennent pas obligatoirement à la Collectivité en fin de contrat mais qu'elle peut acquérir.
- **Biens propres** : biens appartenant aux délégataires et non nécessaires à l'exploitation du service.

La tenue d'un inventaire régulièrement mis à jour (décomposé en 3 sous-inventaires : biens de retour, biens de reprise et biens propres) sera sollicitée et encadrée.

I. MODALITES DE SUIVI ET DE CONTROLE PAR LA VILLE D'AIX-EN-PROVENCE

1. Suivi et contrôle de l'exécution du service

Le contrat de délégation de service public détaillera les procédures de contrôle et de suivi du service par la Ville d'Aix-en-Provence, à savoir notamment :

- la production régulière, en cours d'exercice, de tableaux de bord de l'exploitation, permettant une réaction rapide en cas d'écart constaté par rapport à la prévision ;
- la production annuelle du rapport du délégataire, dans les conditions définies aux articles L. 3131-5 et R. 3131-2 à R. 3131-4 du Code de la Commande Publique, complétées par une description détaillée des formats demandés par la Ville d'Aix-en-Provence ;
- les procédures d'alerte spécifique de la Ville d'Aix-en-Provence en cas d'urgence ;
- le droit permanent d'audit, de contrôle, de communication et de vérification de documents (notamment comptables et fiscaux) ouvert à la Ville d'Aix-en-Provence ;
- la possibilité pour la Ville d'Aix-en-Provence de réaliser ou faire réaliser des enquêtes et démarches visant au contrôle externe de la qualité du service et d'une manière générale de sa conformité aux engagements contractuels.

Un comité de suivi périodique pourra être mis en place entre la Ville d'Aix-en-Provence et le délégataire.

2. Création d'une société dédiée

La Ville d'Aix-en-Provence impose au concessionnaire la mise en place d'une société dédiée dont l'objet sera exclusivement la réalisation et l'exploitation du service public de chauffage urbain et de rafraîchissement et ce pour une parfaite vision et une totale transparence de l'économie de la concession.

3. Mécanisme de pénalités

Les contrats comporteront un dispositif de réfections et de pénalités. De manière non limitative, elles porteront sur :

- la non-réalisation, sans justification suffisante, de prestations prévues au contrat : service non assuré, retard ou absence d'investissements dus par le délégataire, défaut de transmission d'informations à la Ville d'Aix-en-Provence ;
- le non-respect d'obligations légales ou réglementaires à la charge du délégataire ;
- la non-atteinte d'objectifs assignés en matière d'environnement (taux ENR&R, qualité et provenance du bois, émissions, etc...)
- la non-atteinte d'objectifs assignés en matière de qualité du service

II. CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PROCEDURE DE CONCESSION

PHASES	PERIODES PREVISIONNELLES
Consultation de la CCSPL	27 novembre 2023
Consultation du Comité Social Territorial	29 novembre 2023
Délibération du Conseil municipal	13 Décembre 2023
Publication de l'avis de concession et transmission du DCE	Fin décembre 2023
Date limite de réception des candidatures et des offres initiales	Fin février 2024
Analyse des candidatures et des offres initiales / CDSP associées	Mars à avril 2024
Négociations	avril-mai 2024
Remise des offres finales	Fin juin 2024
Choix du concessionnaire pressenti par l'Exécutif	Aout/début septembre 2024
Mise au point du contrat	début septembre 2024
Rapport du Maire sur le choix	mi-septembre 2024
Délibération du Conseil municipal	Fin septembre/Début octobre 2024
Notification du contrat	Octobre 2024
Période de tuilage	Octobre à fin décembre 2024